

Joxe a proposé un plan de paix complet au F.L.N. fondé sur l'autodétermination

(De notre envoyé spécial Lucien BODARD).

ALGER, 28 octobre (par fil spécial). — OXE a répondu à Ben Khedda. Jamais aucun membre du gouvernement français n'a exposé avec autant de force et de clarté les thèses françaises sur l'Algérie. C'est comme si le temps des ménagements verbaux était passé.

Tunis : « Nous sommes aussi pour l'autodétermination » disent les Algériens

TUNIS, 28 octobre (dépêche France-soir). — Il n'y a pas de moment à Tunis aucune réaction officielle du G.P.R.A. à la déclaration de M. Joxe. Les Algériens, avant de réagir, les leaders du F.L.N. tiennent à en étudier le contenu minutieusement. Cependant, les milieux algériens ont déjà souligné deux points :

« Nous sommes aussi pour l'autodétermination »

M. Joxe, dit-il, présente les deux procédures en laissant entendre que la première, l'autodétermination est celle du gouvernement français.

Or, si nous estimons que la procédure d'autodétermination est aujourd'hui après les discours du général de Gaulle, nous n'en aurons pas moins disposé à reprendre le dialogue de l'autodétermination. Cela d'ailleurs a été affirmé par Benyoucef Ben Khedda.

« Inquiétude devant l'alternative autodétermination-partage »

C'est avec une certaine inquiétude que les milieux algériens déclarent l'autre part. Dans sa conférence de presse, M. Joxe semble laisser entendre que le peuple algérien a un choix à se faire : l'autodétermination ou le partage.

Appel de Ben Khedda avant le 11 novembre

Une autre question retient actuellement toute l'attention des responsables algériens : la préparation de la Journée nationale du 11 novembre. Ben Khedda rappelle le sens dans un appel au peuple algérien qui sera diffusé lundi soir 30 octobre et plusieurs fois dans la journée de mardi.

« C'est la faute à Salan » dit Lagallarde transféré aux Canaries

MADRID, 28 octobre (U.P.I.). — Les députés Lagallarde, Joseph Ortiz et les ex-colonnels Antoine Argoud et Jean Lachery ont quitté hier Madrid à bord d'un avion militaire pour aller à Palam (une des îles Canaries), leur nouveau lieu de résidence surveillée.

BOURGUIBA : « Les étrangers bénéficieront de toutes les garanties »

TUNIS, 28 octobre (A.F.P.). — C'est pour souligner l'importance que nous attachons à la bataille économique, a déclaré hier Bourguiba, que nous avons décidé de continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Le Parquet s'oppose à la mise en liberté provisoire d'El Campesino

Le juge d'instruction de Pau a ordonné hier la mise en liberté provisoire de l'ex-général républicain El Campesino.

ROMONYAJE

En raison de la confusion commise par certains de ses amis, le commandant Romonyaje n'est pas la victime de l'attentat du 11 octobre à Alger. C'est en effet le commandant René-Albert FOSTE qui a été tué par des terroristes.

Désormais, on peut se faire une idée exacte de ce que doit être l'Algérie indépendante, selon les conceptions françaises.

1 La pierre de base : l'autodétermination

M. Joxe définit l'autodétermination comme : « Le règlement d'ensemble d'une Algérie unitaire où les deux communautés vivraient en harmonie et en coopération avec la France. »

M. Joxe s'est aussi écrié : « L'autodétermination est le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes. Je dis que ce principe est le seul permettant l'établissement d'un Etat démocratique, il est le seul moyen permettant à des hommes de vivre ensemble, il est le seul moyen permettant à une minorité de faire reconnaître son existence et de se faire respecter. »

Repliquant à Ben Khedda, qui souhaitait que les Français renoncent à l'autodétermination comme dépassée et dilatoire, M. Joxe s'est écrié : « C'est si nous abandonnions l'autodétermination que nous perdrons du temps. Car se serait laisser à l'aventure une des deux grandes familles d'Algérie, la famille européenne, et il en résulterait des difficultés insurmontables. »

2 Pour les Européens double nationalité

M. Joxe a parlé avec une extrême insistance des droits des Français d'Algérie et des garanties qui devraient leur être accordées. Il a commencé par défendre le principe de la double nationalité :

« En cas d'indépendance, on ne peut pas renoncer à sa nationalité. Quiconque est Français continue de participer à la communauté nationale. »

M. Joxe précise ensuite que si le Français d'Algérie est pleinement Français en France, il doit être traité comme un Algérien français en Algérie.

« On peut être Français et vouloir être Algérien. En tant qu'Algérien, on doit jouir des droits et garanties accordés à tous les citoyens algériens. Les Français d'Algérie doivent participer à toutes les activités de l'Etat algérien. En plus, ils doivent avoir le droit de garder leur langue, leurs coutumes, leurs écoles, leur religion, leurs biens, leurs intérêts privés. »

3 Aide économique de la France

Non seulement les hommes seront égaux en Algérie, mais ils doivent s'associer pour le développement du pays. La prospérité, selon M. Joxe, viendra de la coopération et de l'assistance de la France. La France aidera le nouvel Etat, et participera à son développement.

« Appliquant ces principes au Sahara, qu'il reconnaît ne plus pouvoir être dissocié de l'Algérie, M. Joxe déclare : « Il faut que la France soit présente au Sahara pour l'exploitation de ses richesses et de son pétrole. Elle doit aussi assurer la défense de ses propres intérêts et de la sécurité de ses citoyens. »

4 Pacte d'association avec toute l'Algérie

Cette association étroite entre les Français d'Algérie et les musulmans d'une part, entre l'Etat français et l'Algérie indépendante d'autre part, ne peut provenir que d'un pacte solennel. A ce propos, M. Joxe déclare que :

« Il s'agit sans valeur tout arrangement entre la France et un seul parti. Ce n'est pas assez. En somme, non seulement M. Joxe ne veut pas reconnaître l'indépendance sans, au préalable, l'autodétermination, des garanties aux individus, une association économique, mais il ne veut traiter qu'un ensemble des éléments qui constituent le complexe algérien. Il n'admet pas que l'Algérie ce soit seulement le G.P.R.A. »

5 Appel aux bonnes volontés

M. Joxe, pour constituer cette Algérie harmonieuse et heureuse, lance un appel pathétique à tous les hommes de bonne volonté :

« Des comités de réconciliation se sont constitués à Sétif, à Tiemcen et ailleurs. Les Français et les musulmans qui y participent, ont été et seront très encouragés. On ne saurait trop encourager ces mouvements. Leur valeur est de venir du fond du sentiment populaire. De pareils comités valent mieux que n'importe quelle déclaration ou négociation officielle. Le véritable, c'est qu'on milite de cette effroyable tempête, des cris de haine après sept ans de guerre, il faut savoir voir clair. Sinon on risquerait un effondrement définitif. »

6 Exécutif provisoire plus tard

Cependant, pour fonder cette Algérie sur une coopération franco-musulmane qu'il juge conforme « au bon sens, à l'intérêt de tous, aux lois de l'histoire et de la géographie », M. Joxe ne veut rien brusquer. Loin de rejeter le F.L.N., il l'appelle à participer à l'œuvre commune. C'est ainsi qu'il semble préciser, en ce qui concerne les institutions de l'Algérie, que rien ne sera fait avant l'accord du F.L.N. sur les conditions françaises et sur l'autodétermination.

« En ce qui concerne les institutions », déclare M. Joxe, « je m'exprimerai sans ambiguïté. A partir d'un exécutif provisoire, il se peut, si les choses se passent comme elles devraient, que nous ayons un Etat arabe, un accord, un pacte. »

Il semble, d'après ce contexte, que l'exécutif provisoire serait l'organisme chargé de procéder à l'autodétermination, après que le F.L.N. ait accepté ce rôle.

En somme, c'est le plan de paix français que Joxe vient de proposer au G.P.R.A. qui a fait connaître récemment le sien. Mais il semble que ce soit toute la conception de l'Algérie indépendante que Joxe ait exposée de celle du G.P.R.A. de Ben Khedda qui veut, lui, un Etat arabe, un accord, un pacte.

C'est ce qu'exprime un des auditeurs de la conférence de presse. « Si une nouvelle négociation s'ouvre, elle risque de se heurter à l'impcompréhension réciproque des participants. On dirait que Joxe et Ben Khedda ne parlent plus la même langue. Chacun d'eux veut la paix, mais se paiz. »



Joxe expose aux journalistes les thèses françaises sur l'Algérie

Service d'ordre renforcé à Oran, où 8 attentats FLN ont fait 7 blessés

ALGER, 28 octobre (A.F.P., U.P.I.). — SERVICE d'ordre renforcé à Oran où huit attentats terroristes ont revêtu ont fait hier sept blessés (dont un lycéen européen de 17 ans). La police oranaise se demande si cette brutale recrudescence du terrorisme FLN, ne vise pas à « chauffer » l'opinion européenne avant les manifestations musulmanes du 11 novembre.

Une grenade lancée sur le marché de Lamorville, cette ville industrielle armée de mitrailleuses ont ligoté les policiers de la Bibliothèque nationale, devant du Forum, et ils ont fait sauter à l'intérieur du bâtiment trois bombes au plastique.

« Je ne sais rien », répète la gardienne de la villa de Salan plastiquée hier à Alger

ALGER, 28 octobre (A.F.P.). — Toutes les vitres brisées, un mur noirci, une bistrade de pierre fendillée, telles sont les traces de l'attentat au plastique commis hier soir à Alger, contre la villa algérienne de l'ex-général Raoul Salan.

FREY : « 5.697 musulmans dans les camps de métropole »

« ACTUELLEMENT 5.697 musulmans sont assignés à résidence dans divers camps de la métropole. Depuis l'interdiction faite aux musulmans de circuler la nuit, les attentats contre les policiers ont cessé », a déclaré M. Frey, ministre de l'Intérieur, devant la commission des Finances de l'Assemblée, qui examinait son budget.

Le ministre de l'Intérieur a précisé que les dommages matériels des crédits spéciaux sur demande au Parlement.

« Les victimes d'attentats au plastique seront indemnisées », a déclaré le ministre de l'Intérieur, qui a annoncé que 2.000 gendarmes assurent le service d'ordre en Corse, à l'occasion du voyage du général de Gaulle (7 novembre).

« La police parisienne a fait tout son devoir lors des manifestations algériennes »

DES enquêtes judiciaires sont en cours pour identifier les corps des Algériens récemment repêchés dans la Seine et le canal Saint-Denis, a déclaré M. Papon, hier soir, au Conseil municipal de Paris.

La réunion extraordinaire du Conseil municipal était consacrée aux manifestations musulmanes du service de police à ce sujet. Ses explications furent longues et détaillées, allant pendant plus d'une heure et demie, parfois sur un ton véhément et indigné, lorsqu'il évoqua les agressions lancées contre la police parisienne, le préfet de police a notamment précisé :

« Les attentats ont été commis dans des conditions difficiles. L'ordre sera maintenu en toutes circonstances. Mais craignons que le moral de la police ne soit atteint, comme celui de l'armée, en raison des attaques et des injures qui leur sont adressées. »

« Le nombre d'attentats F.L.N. était passé de 647 en 1957 à 225 en 1960. Mais il y eut cette année, en septembre et en octobre, une brusque flambée de terrorisme (124 attentats), qui portèrent à 291 le total provisoire de 1961. »

« Des mesures de couvre-feu pour les musulmans) furent prises. Elles se sont révélées efficaces. Les attentats ont cessé. Ce n'est pas que les musulmans soient maintenant attaqués, parce qu'ils sont musulmans. C'est parce que nous avons instauré un couvre-feu. Pour inciter les Algériens à manifester dans la capitale, nous avons instauré un couvre-feu. La police n'interviendra pas. Un commissaire sera de nuit à la disposition de la police. »

Enquête officielle sur les sévices dont auraient été victimes des musulmans à Paris

« Cette enquête ne peut qu'être bien accueillie par les éléments sains de la police parisienne, dont le Comité provisoire de défense a déclaré : « S'il s'avère que des actes regrettables ont été commis, ils ne pourraient être le fait que d'éléments agissant hors de tout contrôle et au mépris d'ordres reçus, ce ne seraient en aucun cas des policiers, mais des organisations fermées en comité. »

« Les méthodes de répression avaient d'ailleurs été évoquées jeudi au conseil des ministres, à l'occasion d'un exposé de Roger Frey sur les manifestations musulmanes. Plusieurs membres du gouvernement, en particulier Michel Debré, s'étaient élevés contre les actes de brutalité commis le 17 octobre. Le général de Gaulle était alors intervenu pour demander que, si la preuve des sévices pouvait être apportée, des sanctions impitoyables fussent prises. »

« L'affaire sera sans doute évoquée de nouveau lundi le conseil des ministres se réunira ce jour-là, en raison des fêtes de la Toussaint) à propos des mesures arrêtées par Roger Frey pour faire face à d'éventuelles manifestations musulmanes le 11 novembre, date anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne. »

5.000 C. R. S. à Paris

L'agitation peut prendre d'autant plus d'ampleur que le parti communiste vient de lancer l'appel suivant :

« Pas une usine, pas une localité, pas un immeuble important ne doit rester sans un débrayage, une manifestation, une réunion, une déclaration, au cours de la semaine qui vient. »

Le préfet de Police a pris ses précautions : 5.000 C.R.S. et gendarmes mobiles arrivent aujourd'hui à Paris. Les musulmans seront surveillés dans les bidonvilles, ils ne pourront emprunter les artères de grande circulation, tout cortège sera tronqué et dispersé. Le ministre de l'Intérieur, on ne pense d'ailleurs pas que le F.L.N. puisse donner l'immédiat se livrer à une très forte agitation.

47 voix contre 30 pour la police

Au conseil municipal hier, le préfet de Police a dû répondre aux critiques de la droite, qui reproche au gouvernement sa politique algérienne et sa clémence à l'égard du F.L.N., et de la gauche, qui condamne les sévices dont furent victimes certains musulmans après leur arrestation.

Maurice Papon justifia les mesures prises par lui depuis trois ans, notamment pour prévenir les attentats, dont le nombre déclinait en 1959, mais augmenta, reconstruit, dans des proportions considérables en 1961.

« La police présente par lui-même, la droite et la M.R.P. pendant l'interrogatoire des Algériens, a finalement été votée par 47 voix contre 30, les neuf socialistes s'étant abstenus. »

Roger Frey aura une autre occasion qu'un conseil des ministres de fournir les résultats de l'enquête préliminaire sur le défilé de deux leaders politiques, Gaston Defferre et Jacques Duclos posteront des questions au gouvernement mardi prochain au Sénat.

« Le conseil municipal a adopté une motion qui demande que la répression contre les chefs de musulmans déjà arrêtés, soit maintenue, et que le service d'ordre ne soit pas relâché. Il est maintenant confirmé qu'aucun membre du service d'ordre n'a été blessé par une grenade, après l'explosion de la bombe à la police », le préfet conclut :

« L'ensemble et contre tous elle continuera à faire son devoir. C'est en ces termes que le préfet de Police a répondu à la droite et le centre, leurs orateurs s'étant succédés à la tribune. »

« Le premier d'entre eux, M. Frédéric Dupont, parla de l'occupation de la capitale par 30.000 manifestants pendant plusieurs heures », demanda l'augmentation des effectifs de la police, et s'écria :

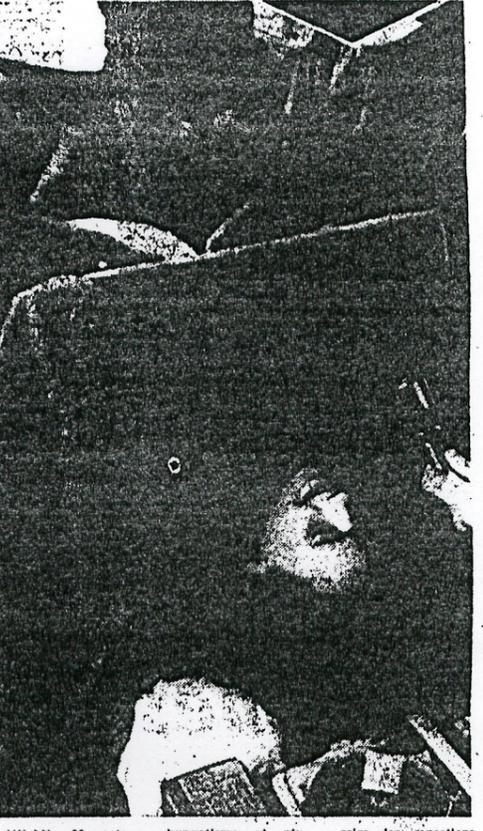
« Le traitement que la police inflige aux Algériens musulmans est une faute contre la France. Je connais un Algérien père de famille qui a été ramassé 34 fois et conduit au Centre de triage de Vincennes. »

« Le curé de Montreuil, qui a été ramassé trente-quatre fois »

« Le traitement que la police inflige aux Algériens musulmans est une faute contre la France. Je connais un Algérien père de famille qui a été ramassé 34 fois et conduit au Centre de triage de Vincennes. »

« Le curé de Montreuil, qui a été ramassé trente-quatre fois »

« Le traitement que la police inflige aux Algériens musulmans est une faute contre la France. Je connais un Algérien père de famille qui a été ramassé 34 fois et conduit au Centre de triage de Vincennes. »



MILAN, 28 octobre (U.P.I.). — Cette jeune Italienne, Pierina Menegazzo a subi un traitement de psychoanalyse à l'hôpital de Milan. Pierina se trouvait en état de hypnose et n'a ressenti la douleur. A son chevet les chirurgiens avaient installé une machine à ultrasons et pendant toute son opération, Pierina n'a pas cessé de chanter, et de décrire les sensations qu'elle éprouvait. Une fois l'opération terminée, elle s'est écriée : « Je me suis sentie merveilleusement bien. Quand vais-je me réveiller ? »

BALLET DE CHARS DANS BERLIN

Jeux dangereux à Berlin, où chars américains et soviétiques ont pris position face à face, vendredi soir.

« A MOSCOU, Khrouchchev, dans son discours de clôture du débat du XXII^e Congrès du P.C., a durci le ton. »

« Les Occidentaux veulent que nous garantissons la paix en Europe. S'imagine-t-ils que tout leur est permis ? Admettent-ils le principal émon qui inspire la politique occidentale ? »

« Les Américains ont menagé une possibilité de détente. Tout en protestant, l'ambassadeur américain à Moscou, les Soviétiques accomplissent leur responsabilité dans cette partie de la ville. Ce que les Américains reprochent aux Soviétiques, c'est de laisser les chars de l'Est (dont l'Occident ne reconnaît pas le gouvernement) changer unilatéralement les règles de passage. De tels pourparlers pourraient amorcer une négociation plus vaste sur le problème de Berlin. »

« Notre envoyé spécial permanent à Washington A. de Szegonyi a déclaré : « En amenant des troupes et des chars dans Berlin-Est, pour la première fois depuis 1953 (armées de Berlin), les Soviétiques reconnaissent leur responsabilité dans cette partie de la ville. Ce que les Américains reprochent aux Soviétiques, c'est de laisser les chars de l'Est (dont l'Occident ne reconnaît pas le gouvernement) changer unilatéralement les règles de passage. De tels pourparlers pourraient amorcer une négociation plus vaste sur le problème de Berlin. »

Repression aggravée demande la majorité

« On arrête les tueurs, mais la police d'un pays qui doit avoir l'œil sur la situation, c'est la Mutualité contre le racisme et la violence. »

« Les réactions d'émotion de la police, dont le Conseil municipal a voté l'augmentation de l'expression de sa confiance et de sa gratitude. »

« Les Américains ont menagé une possibilité de détente. Tout en protestant, l'ambassadeur américain à Moscou, les Soviétiques accomplissent leur responsabilité dans cette partie de la ville. Ce que les Américains reprochent aux Soviétiques, c'est de laisser les chars de l'Est (dont l'Occident ne reconnaît pas le gouvernement) changer unilatéralement les règles de passage. De tels pourparlers pourraient amorcer une négociation plus vaste sur le problème de Berlin. »

« Dans son discours au XXII^e Congrès, K a réitéré : « Nous sommes prêts à rencontrer les représentants des gouvernements pour discuter de la possibilité de détente. »

« Renfort de 30.000 G.I. et d'une brigade d'infanterie, annonce M. Gilpari, ministre adjoint de la Défense U.S. à Londres. »